

# **Les mécanismes thématiques des Nations unies en 2002**

*Un aperçu de leur travail et de leurs mandats*

## **SOMMAIRE**

<b>INTRODUCTION</b> .....	<b>2</b>
<b>MANDAT GÉNÉRAL</b> .....	<b>7</b>
<b>SECTION I</b> .....	<b>12</b>
<b>BRÈVE PRÉSENTATION DES MÉCANISMES THÉMATIQUES TRAITANT DE CAS INDIVIDUELS</b>	
<b>SECTION II</b> .....	<b>52</b>
<b>BRÈVE PRÉSENTATION DES MÉCANISMES THÉMATIQUES NE TRAITANT PAS DE CAS INDIVIDUELS</b>	
<b>SECTION III</b> .....	<b>60</b>
<b>NOUVEAU MANDAT</b>	
<b>ANNEXE I</b> .....	<b>61</b>
<i>Liste des mandats thématiques dans l'ordre chronologique de leur mise en place</i>	
<b>ANNEXE II</b> .....	<b>62</b>
<i>Liste des mandats par pays dans l'ordre chronologique de leur mise en place</i>	
<b>ANNEXE III</b> .....	<b>63</b>
<i>Tableau des missions effectuées par les responsables des mécanismes thématiques</i>	
<b>ANNEXE IV</b> .....	<b>65</b>
<i>Liste des pays qui n'ont jamais reçu la visite d'aucun responsable de mécanisme thématique</i>	

Les mécanismes thématiques ont acquis la réputation de figurer parmi les outils de l'ONU les plus efficaces pour la promotion et la protection des droits humains. Bien que dans ses résolutions la Commission enjoigne aux responsables des mécanismes d'exécuter leur tâche « *avec discrétion* », les clauses qui décrivent leurs mandats s'expriment souvent au sens large et leur accordent suffisamment de liberté pour élaborer leurs propres méthodes de travail. Les mécanismes veillent d'une manière générale à ne pas paraître trop critiques, mais ils ont néanmoins le grand avantage, si la situation le justifie, de pouvoir présenter à un public international des violations des droits humains perpétrées dans presque tous les pays du monde, sans se soucier (pour l'essentiel) de savoir si le gouvernement du pays en question est partie ou non à un traité spécifique relatif aux droits humains. Pour les gouvernements qui requièrent leur assistance pour trouver des solutions aux violations de ces droits, les mécanismes thématiques constituent une source unique de compétence en la matière. Cela étant, **leurs conclusions et recommandations ne sont pas contraignantes et n'ont pas force exécutoire.**

- X Pour les particuliers et les organisations non gouvernementales (ONG), les mécanismes constituent une source précieuse d'informations sur les tendances en cours en matière de droits humains ; ils leur permettent également de contribuer à l'étude et à l'élaboration de normes juridiques internationales et, dans certains cas, de faire état auprès des Nations unies de la présomption de violations des droits humains. Il est essentiel, en particulier dans ce dernier cas, que tous les efforts soient déployés en vue de la collecte et de la présentation d'informations complètes sur les allégations. Certains des mécanismes qui traitent de cas individuels fournissent un questionnaire à cette fin qui peut être obtenu sur le site Internet du Haut-Commissariat aux droits de l'homme (<http://www.unhchr.ch>)

**Il y a lieu de noter que si un cas particulier est déjà à l'étude à l'ONU, par exemple dans le cadre d'une procédure mise en place par un organe chargé de surveiller le respect d'un traité, il ne peut pas être pris en considération par un mécanisme thématique.**

### **Qui sont les responsables des mécanismes thématiques ?**

Les rapporteurs spéciaux, les représentants spéciaux, les experts et les membres des groupes de travail ne sont pas rémunérés pour leurs services. Bien qu'il s'agisse pour certains de diplomates ou de hauts représentants gouvernementaux, le nombre de personnes qui ont acquis leur compétence en matière de droits humains dans le secteur non étatique ne cesse de croître. Les membres des groupes de travail sont sélectionnés parmi les cinq groupes régionaux de l'ONU<sup>3</sup>. Ils sont nommés par la Commission, après élaboration de leur mandat. Ils ont le soutien du personnel du Haut-Commissariat aux droits de l'homme à Genève, malgré les difficultés chroniques et croissantes en matière de ressources, qu'il s'agisse de personnel ou de financement. Les mandats des mécanismes ne sont pas permanents mais renouvelés sur résolution de la Commission.

3. Afrique, Asie, Amérique latine et Caraïbes, Europe centrale et orientale, Europe occidentale et certains autres États (dont l'Australie, le Canada, la Nouvelle-Zélande et les États-Unis)

méthodes de travail, analyse théorique, recommandations) et analysent les rapports qu'ils ont reçus et la réponse du gouvernement de chaque pays. Certains rapports contiennent également des statistiques sur le nombre d'appels urgents ou de demandes de renseignements adressés aux gouvernements, et le nombre de leurs réponses. Certains mécanismes sont priés de présenter un rapport provisoire à l'Assemblée générale des Nations unies (qui se réunit de septembre à décembre). Le représentant spécial du secrétaire général chargé d'étudier l'impact des conflits armés sur les enfants fait exception à la règle, car il rend compte devant l'Assemblée générale tout en présentant un rapport provisoire à la session annuelle de la Commission.

**Des visites dans les pays :** les responsables de mécanismes se rendent également dans les pays afin d'y constater par eux-mêmes la situation, mais uniquement sur invitation du gouvernement concerné. À la clôture de la dernière Commission (avril 2002), 38 gouvernements avaient adressé à tous les responsables de mécanismes thématiques une invitation permanente à se rendre dans leur pays quand ils le souhaitent. Il s'agit des pays suivants : **Brésil, Bulgarie, Canada, Chypre, Costa Rica, Estonie, Géorgie, Guatemala, Hongrie, Islande, Lettonie, Lituanie, Malte, Mexique, Norvège, Pérou, Pologne, République tchèque, Roumanie, Slovaquie, Slovénie, Suisse, Turquie**, ainsi que les pays de l'Union européenne (**Allemagne, Autriche, Belgique, Danemark, Espagne, Finlande, France, Grèce, Irlande, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni, Suède**).

Ces visites peuvent offrir au rapporteur d'excellentes occasions de collecter des informations en lui permettant de prendre contact avec des représentants gouvernementaux, des ONG locales et des victimes ou leurs familles. D'ordinaire, elles font l'objet d'un rapport séparé pour la Commission et donnent lieu à des recommandations pour le gouvernement. Il arrive aussi que deux ou plusieurs personnes (mécanismes par thème ou par pays) se rendent ensemble dans un pays ou présentent des doléances communes à un gouvernement.

Les recommandations contenues dans les rapports sur les visites constituent une indication fort utile quant aux mesures que les gouvernements en question doivent prendre pour faire cesser la violation des droits humains en cause. La Commission n'accorde guère d'attention, toutefois, à la mise en œuvre des recommandations et la majeure partie des mécanismes disposent de si peu de ressources qu'il leur est rarement possible de poursuivre l'affaire après s'être rendus dans le pays<sup>4</sup>.

**Des réunions annuelles :** les présidents des groupes de travail, les rapporteurs spéciaux, les rapporteurs par pays, les représentants spéciaux et les divers experts se réunissent chaque année afin « d'harmoniser et de rationaliser leur travail », ainsi que l'exigent la *Déclaration* et le *Programme d'action de Vienne* (2<sup>e</sup> partie, paragraphe 95). La première de ces réunions a eu lieu à Genève en 1994. Les questions abordées recouvrent les relations de travail entre les mécanismes et la Commission, la mise en œuvre des résolutions thématiques adoptées par la Commission, la coopération avec le Haut-Commissariat aux droits de l'homme et avec d'autres organes de l'ONU, l'intégration des droits des femmes dans les mandats ainsi que les problèmes liés aux ressources et à l'administration, aux services d'appui du centre de documentation et à l'utilisation des médias.

4. Dans l'annexe III figure un tableau contenant des informations sur les visites de pays.

- Si la communication traite d'un cas individuel, donner des précisions concernant la violation présumée de droits humains commise, notamment le nom de la victime, la date et le lieu des faits, l'identité des auteurs présumés, ainsi que des précisions sur les violences proprement dites (traitement infligé, instruments utilisés, parties du corps touchées, blessures occasionnées ou, dans le cas de mauvais traitements d'ordre psychologique, leur description et les conséquences pour la victime).
- Si la communication traite de circonstances plus générales, les replacer dans leur contexte, car le destinataire de la communication peut ne savoir que très peu de choses sur le pays en question. Ainsi, des renseignements sur le cadre juridique ou la situation politique du pays peuvent s'avérer pertinents. Ensuite, dresser un portrait d'ensemble d'un type de violation des droits humains. Présenter d'abord chaque type de pratique constaté, puis le décrire en termes généraux, en donnant autant d'exemples que possible.
- Dans les deux cas, fournir des copies des documents auxquels il est fait référence.
- Préciser éventuellement quels aspects de la communication sont d'ordre confidentiel.
- Pour les cas individuels, indiquer s'il s'agit d'une urgence.
- Il ne faut pas oublier d'informer le mécanisme en cas de changement de situation (par exemple, si une personne détenue arbitrairement est relâchée par la suite).

Toute information supplémentaire demandée par les mécanismes sera indiquée le cas échéant dans le présent document.

## **MANDAT GÉNÉRAL**

Outre les résolutions spécifiques à chaque mécanisme, la Commission adopte au cours de chaque session des résolutions exhortant tous les mécanismes à tenir compte de certaines recommandations et préoccupations dans l'exécution de leurs mandats. Lors de ses dernières sessions, les aspects ci-après ont été pris en compte.

### **Les droits humains et les procédures thématiques<sup>5</sup>**

La Commission a demandé aux mécanismes d'inclure dans leurs rapports :

- les renseignements fournis par les gouvernements à la suite des communications envoyées par les mécanismes ;
- les observations sur les problèmes qui se posent pour obtenir des réponses et sur les résultats des analyses, le but étant que les mécanismes puissent mettre en œuvre leur mandat de la manière la plus efficace possible ;
- des suggestions quant aux domaines dans lesquels les gouvernements pourraient demander une assistance pertinente par le biais du programme de services consultatifs et de la coopération technique administré par le Haut-Commissariat aux droits de l'homme ;

5. Résolutions 1996/46, 1997/37, 1998/74. Décision 1999/110. Résolutions 2000/86, 2001/101, 2002/84.

**Les droits humains et les exodes massifs  
et les personnes déplacées<sup>10</sup>**

La Commission a demandé aux mécanismes d'obtenir des informations, le cas échéant, sur les problèmes occasionnant des exodes massifs de populations ou empêchant des populations de retourner volontairement chez elles, et sur les situations qui ont déjà occasionné ou pourraient occasionner des déplacements internes de populations. Elle leur a également demandé d'inclure ces informations et leurs recommandations dans leurs rapports.

**Les personnes déplacées dans leur propre pays<sup>11</sup>**

La Commission a prié les mécanismes d'accorder une attention aux questions de déplacement interne, et de continuer à rechercher des informations sur les situations qui ont déjà occasionné ou pourraient occasionner des déplacements internes de populations, et d'inclure les informations et recommandations pertinentes dans leurs rapports.

**La coopération avec les représentants des organes de l'ONU<sup>12</sup>**

La Commission a prié les gouvernements de s'abstenir de tous actes d'intimidation ou de représailles contre ceux qui cherchent à coopérer avec les organes de l'ONU chargés des droits humains, et demande aux représentants de ces institutions, y compris aux responsables des mécanismes thématiques, de contribuer à ce que l'accès aux procédures afférentes aux droits humains ne soit pas entravé. Les rapports thématiques soumis à la Commission doivent inclure toute information sur de tels actes ou entraves et sur les mesures prises à cet égard.

Il est important que tout représentant d'ONG empêché de coopérer avec les organes de défense des droits humains des Nations unies signale ces incidents au Haut-Commissariat aux droits de l'homme dans les plus brefs délais.

**Les droits de l'enfant<sup>13</sup>**

La Commission a demandé aux mécanismes d'accorder une attention toute particulière aux situations spécifiques où les enfants sont en danger et où leurs droits ne sont pas respectés. Il s'agit notamment des enfants des rues, des enfants victimes d'exploitation par le travail, des enfants dans les conflits armés et des enfants qui sont vendus, prostitués ou impliqués dans la pornographie.

**L'impunité<sup>14</sup>**

La Commission a prié les mécanismes de tenir dûment compte, dans leur travail, de la question de l'impunité.

10. Résolutions 1995/88, 1996/51, 1997/75, 1998/49, 2000/55.

11. Résolutions 1995/57, 1996/52, 1997/39, 1998/50, 1999/47, 2000/53, 2001/54, 2002/56.

12. Résolutions 1998/66, 1999/16, 2000/22, 2001/11, 2002/17.

13. Résolutions 1998/76, 1999/80, 2000/85, 2001/75, 2002/92.

14. Résolutions 1998/53, 1999/34, 2000/68, 2001/70, 2002/79.

***Racisme, discrimination raciale, xénophobie  
et toute autre forme de discrimination<sup>21</sup>***

La Commission a invité tous les mécanismes à prendre en compte la Déclaration de Durban et le Programme d'action de la Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée au cours de leurs mandats.

***La mondialisation et son impact sur les droits humains<sup>22</sup>***

La Commission a invité les mécanismes à prendre en compte, dans l'exercice de leur mandat et lorsque cela leur semblait pertinent, le rapport de la haut-commissaire aux droits de l'homme traitant de l'impact de la mondialisation sur les droits humains.

***Le renforcement de la participation populaire,  
de l'équité, de la justice sociale et de la non-discrimination,  
en tant que fondements essentiels de la démocratie<sup>23</sup>***

La Commission a demandé aux mécanismes concernés de prendre en compte la question du renforcement de la participation populaire, de l'équité, de la justice sociale et de la non-discrimination, en tant que fondements de la démocratie.

***Les personnes portées disparues<sup>24</sup>***

La Commission a invité tous les mécanismes pertinents des droits humains à traiter, dans leurs prochains rapports, le problème des personnes portées disparues dans le cadre de conflits armés.

---

21. Résolution 2001/5, 2002/68  
22. Résolution 2001/32, 2002/28  
23. Résolution 2001/36, 2002/34  
24. Résolution 2002/60